

Interview

Paul Kagame : « Personne ne m'intimidera avec des menaces de sanctions »

François Soudan

Jeune Afrique, 12 février 2025



Paul Kagame, président de la République rwandaise, en avril 2024.

© Vincent Fournier pour JA

Accusé de soutenir les rebelles du M23 qui se sont emparés de Goma, dans l'est de la RDC, au risque d'un embrasement régional, le chef de l'État rwandais se défend. Il renvoie la responsabilité de la crise à son homologue congolais, le président Félix Tshisekedi, et dit faire peu de cas des menaces de sanctions internationales. Interview.

Une fois de plus, la énième depuis près de trente ans, le voici à l'épicentre du séisme qui secoue l'est de la RDC. Et une fois de plus, le voici désigné par une bonne partie de la communauté internationale comme le fauteur de troubles, le deus ex machina d'une rébellion dont le but affiché est de s'emparer du pouvoir à Kinshasa, le prédateur sans états d'âme des richesses de son voisin et la réincarnation du mwami Kigeli habité par ses rêves de conquêtes.

À 67 ans, dont 27 à Urugwiro Village, le siège de la présidence rwandaise, Paul Kagame laisse ces accusations glisser sur lui comme l'eau sur les plumes d'un pélican du lac Kivu, même s'il y répond à chaque fois avec pugnacité. Alors que le calme précaire qui semblait régner de Goma à Bukavu, à la suite de l'injonction de cessez-le-feu formulée le 8 février par les chefs d'État réunis à Dar es-Salaam à l'endroit des belligérants (l'armée congolaise d'un côté et le M23, appuyé par des éléments des forces rwandaises, de l'autre), n'a tenu que quelques heures, et à quelques jours de l'ouverture à Addis-Abeba d'un autre sommet, celui de l'Union africaine au cours duquel ce nouvel épisode de la crise des Grands Lacs sera au cœur des débats, le président Kagame a répondu par visioconférence aux questions de *Jeune Afrique*.

Jeune Afrique : Êtes-vous satisfait des résultats du sommet régional conjoint qui s'est tenu à Dar es-Salaam et pensez-vous que le cessez-le-feu exigé par les chefs d'État a une chance d'entrer en vigueur ?

Paul Kagame : Satisfait, oui. Les participants étaient tournés vers l'avenir et sont convenus de mesures positives. Maintenant, il faudra voir comment ces conclusions seront mises en œuvre, en particulier par la partie congolaise, qui est la plus concernée. À ce sujet, aucune raison ne justifiait l'absence de participation, en présentiel, du président de la RDC [Félix Tshisekedi] à ce sommet. Il a préféré, la veille au soir, se rendre au Tchad pour y chercher un soutien militaire avant de nous rejoindre à distance. Cela en dit long sur son état d'esprit et ses intentions. Pour lui, la solution est militaire, alors que d'autres tentent de trouver une solution pacifique.



Lors du sommet extraordinaire de la SADC et de l'EAC, à Dar es-Salaam, le 8 février 2025. © ERICKY BONIPHACE/AFP

Le sommet de Dar es-Salaam a appelé à la reprise d'un dialogue direct entre le gouvernement congolais et les rebelles du M23, ce qui rejoint votre position. Mais il a également demandé la levée de vos « mesures défensives » et le désengagement de vos forces, ce qui est une reconnaissance implicite de la présence de vos troupes sur le terrain, en RDC...

Ce programme concerne avant tout la RDC et non le Rwanda. C'est en RDC que se situe le problème, des origines à nos jours. En ce qui nous concerne, nous sommes impliqués bien entendu, et bien sûr nous allons jouer notre rôle en conséquence.

« Faire du Rwanda le problème, c'est une façon de réécrire l'histoire en transformant la victime en bourreau. »

Nous sommes en réalité impliqués depuis trente ans, depuis que ce problème existe. Vous connaissez l'histoire, je n'ai pas besoin de la répéter. Nous avons conclu au moins cinq accords avec les gouvernements congolais depuis 2007 et aucun n'a été respecté par la RDC. Les milices génocidaires sont toujours présentes. Dès lors, devrions-nous simplement nous taire et ne pas agir ? Faire du Rwanda le problème, c'est une façon d'occulter le

véritable problème et de réécrire l'histoire en transformant la victime en bourreau.

Et puis il y a des incohérences et des malhonnêtetés flagrantes de la part de pays qui, comme la Belgique, font partie de l'histoire et du problème. Le gouvernement de la RDC emploie des mercenaires, comme chacun le sait. D'où viennent-ils ? D'Europe. Avez-vous entendu un seul pays européen blâmer ceux de leurs citoyens [qui sont] impliqués, ainsi que le gouvernement qui les a recrutés ? Aucun. Et pourtant, ils continuent de répéter que tout est de la faute du Rwanda.

Y a-t-il un risque de régionalisation du conflit, ainsi que le redoute le président burundais Évariste Ndayishimiye, qui s'est exprimé à ce sujet ?

On ne peut pas craindre le feu tout en l'alimentant avec du combustible. Ce que nous avons entendu de la part des présidents du Burundi et de la RDC, ce ne sont que des menaces constantes à l'égard du Rwanda. Ce sont eux qui ont créé cette situation en cherchant la confrontation, en incitant à l'action et en évoquant le renversement du gouvernement rwandais. Ce sont eux, les dirigeants burundais et congolais, qui cherchent à fomentier un conflit régional élargi basé sur les tribus, les groupes ethniques et toutes sortes d'autres facteurs qui relèvent d'une conception primitive de la politique. Et bien sûr, ils ne comprennent pas que si vous opprimez un peuple, il cherchera toujours à se défendre.

Je ne sais pas ce que ces deux pays cherchent réellement à accomplir, mais j'espère que, d'une manière ou d'une autre, la logique finira par prévaloir. Ils doivent se réveiller et s'attaquer aux véritables enjeux.

Ce qui est clair, c'est que le Rwanda a des sympathies pour le M23 et qu'il le soutient. Pourquoi ?

« Ai-je de la sympathie pour le M23 ? Oui, en me basant sur des faits et des preuves. Il s'agit d'un groupe qui représente une large population, laquelle est persécutée, déplacée, tuée. »

Tout d'abord, j'ai de la sympathie pour le Rwanda, mon pays, qui se trouve impliqué dans cette situation du fait de voisins déraisonnables et d'autres acteurs qui alimentent ce conflit à distance. Ai-je aussi de la sympathie pour le M23 ? Oui, en me basant sur des faits et des preuves. Il s'agit d'un groupe qui représente une large population, laquelle est persécutée, déplacée, tuée. Nous avons ici des centaines de milliers de réfugiés qui peuvent en témoigner. Et si ces gens sont persécutés, c'est parce qu'ils sont associés au Rwanda.

On reproche aux membres du M23 d'être des Tutsi et on veut les expulser au Rwanda alors que ce n'est pas le Rwanda qui les a amenés au Congo, mais l'histoire de la colonisation et du tracé des frontières. Cette politique désastreuse menée par le gouvernement de la RDC vise à isoler et à cibler un groupe spécifique de citoyens congolais en fonction de leur origine. Alors oui, pourquoi n'aurais-je pas de sympathie pour eux ? Vous préféreriez que j'éprouve de l'empathie pour le gouvernement de Kinshasa qui est à la source de tous ces problèmes ? Pour les génocidaires des FDLR [Forces démocratiques de libération du Rwanda] ? Pour les wazalendo que le gouvernement congolais a mis en place pour mener sa guerre ethnique ? Ou pour les dirigeants du Burundi qui sont entrés dans ce conflit avec le même objectif, celui de soutenir leurs homologues congolais dans leur œuvre de persécution et d'élimination de ce groupe ethnique ? Nous avons connu une situation similaire en 2012-2013 : pourquoi ce problème ressurgit-il une décennie plus tard ? Pourquoi n'a-t-il pas été résolu entre-temps ? Voilà les bonnes questions à poser.



Des membres du M23 surveillent l'accès au poste-frontière avec le Rwanda, à Goma, le 29 janvier 2025. © AFP

Si le M23 est composé de citoyens congolais, pourquoi ne pas laisser les Congolais résoudre eux-mêmes le problème ?

Bonne question. Mais c'est à eux d'y répondre : pourquoi ont-ils créé ce problème et pourquoi l'ont-ils rendu encore plus complexe qu'il ne l'était déjà ? Autre interrogation : les FDLR. Pourquoi cette entité négative continue-t-elle d'exister et pourquoi est-elle toujours utilisée contre le

Rwanda ? Si ces gens étaient restés tranquilles et avaient décidé de ne pas revenir au Rwanda pour nous combattre, je ne me serais pas soucié d'eux. Libre aux Congolais de cohabiter avec de tels individus, qui ont fait ce qu'ils ont fait dans leur propre pays. Mais je ne peux pas accepter que ce genre de personnes soient utilisées par le gouvernement de la RDC, pendant que l'ONU observe passivement. Nous avons la responsabilité de prendre soin de nous-mêmes. Le peuple rwandais a déjà assez souffert comme cela.

Le problème des FDLR n'est-il pas en passe d'être réglé avec l'opération en cours ?

Pas encore. Ils sont toujours là, certains sont en fuite. D'autres se sont dirigés vers le sud, où ils se sont regroupés. Ils ont suivi le retrait des forces burundaises, depuis Goma jusqu'à Bukavu.

Les FDLR constituent-ils toujours une menace existentielle pour le Rwanda ?

« Nous avons affaire à un gouvernement congolais qui, en réalité, n'a pas été élu, ni la première ni la seconde fois, et dont la seule ambition est de persécuter les gens. »

Absolument. Et pour ceux qui doutent encore, je signale que l'ONU possède des piles et des piles de rapports et de preuves concernant leur présence. Ils ont la même idéologie et continuent de rêver de revenir au Rwanda pour refaire ce qu'ils ont fait en 1994. Ils ont mis à profit l'absence totale de gouvernance dans l'est du Congo pour s'y installer.

Je me souviens d'une discussion à ce sujet avec le président Tshisekedi. Il affirmait que les FDLR étaient une sorte de mythe. Je lui ai demandé s'il était conscient que, dans certaines parties de son propre pays, ces gens avaient pris le contrôle, qu'ils percevaient des impôts, exploitaient des mines, pratiquaient l'agriculture et se servaient de ces zones comme bases arrière pour attaquer le Rwanda. En novembre 2019, un groupe de FDLR est entré dans le nord du Rwanda depuis le Congo. Il a tué des civils avant de se replier. En 2022, ils ont bombardé notre territoire à trois reprises en utilisant de l'artillerie lourde empruntée à l'armée congolaise. Et ce ne sont là que des exemples.

Le M23 et l'Alliance Fleuve Congo, dont il est la principale composante, ont un programme politique clair et revendiqué : le départ de Félix Tshisekedi du pouvoir. Soutenez-vous cet objectif ?

Je peux comprendre ce qu'ils expriment. Nous avons affaire à un gouvernement congolais qui, en réalité, n'a pas été élu, ni la première ni la seconde fois, et dont la seule ambition est de persécuter les gens, de semer encore plus le chaos et de tout accaparer pour lui-même. Toutes les

ressources dont dispose ce pays sont confisquées par un petit groupe de personnes qui non seulement accapare tout, mais finit par agir contre le reste de la population – soit des dizaines de millions de personnes.

Dans ces conditions, si quelqu'un se lève et remet cela en cause, en quoi cela me poserait-il problème ? Une entité, au Congo, réclame ses droits à commencer par celui d'exister, puis met en question ceux qui sont au pouvoir, la façon dont ils y sont arrivés et s'ils doivent y demeurer. Maintenant, même si ce groupe avait raison, cela ne me concerne pas au point que je le soutienne activement et que je le pousse à provoquer ce changement, aussi justifié soit-il.

Dans ces conditions, un dialogue direct entre vous et le président Tshisekedi est-il encore possible ? Êtes-vous toujours prêt à le rencontrer ?

« Rencontrer le président congolais n'a jamais été un problème pour moi. Nous sommes tout à fait disposés à contribuer à une solution qui mettrait enfin un terme aux souffrances et aux conflits. »

Cela n'a jamais été un problème pour moi. Nous sommes tout à fait disposés à contribuer à une solution qui mettrait enfin un terme aux souffrances et aux conflits. Encore faut-il en parler de la bonne manière, afin de rechercher la vérité, et être honnêtes. Se rencontrer et se serrer la main, puis laisser le problème empirer d'année en année ne sert à rien. On fait le spectacle devant les caméras, mais ça s'arrête là.

Le président angolais João Lourenço, qui est le médiateur désigné par l'Union africaine dans le conflit, a organisé une rencontre entre vous et Félix Tshisekedi mi-décembre à Luanda. Le président congolais s'y est rendu, mais pas vous. Pourquoi ?

Pour les raisons que je viens de vous dire : je ne viens pas pour serrer des mains et prendre des photos. Nous étions censés nous rencontrer à Luanda pour signer un accord préparé par nos ministres et techniciens, pas pour négocier. Or cet accord n'a pas été conclu parce que Kinshasa refusait d'y inclure certaines questions essentielles qui relevaient de sa responsabilité.

L'offensive du M23 sur Goma a fait près de 3 000 morts. Reconnaissez-vous une part de responsabilité du Rwanda dans ce bilan ?

« Comme dans tout conflit, malheureusement, les civils se retrouvent pris entre deux feux et il est souvent difficile

de déterminer avec exactitude qui est responsable de ces pertes. »

Aucune. Les mesures que nous avons prises ne sont que défensives. D'autre part, la majorité des victimes recensées étaient des soldats des FARDC, des FDLR et des supplétifs armés wazalendo qui les assistaient au combat. Le nombre de victimes civiles est estimé à 500 environ. Comme dans tout conflit, malheureusement, les civils se retrouvent pris entre deux feux et il est souvent difficile de déterminer avec exactitude qui est responsable de ces pertes. Pour le reste, pourquoi voudriez-vous tenir qui que ce soit, le Rwanda ou n'importe qui d'autre, pour responsable d'avoir tué des ennemis qui le combattaient ?



Des réfugiés congolais fuyant les affrontements dans l'est de la RDC, lors de leur arrivée au camp de transit de Rugerero, à Gisenyi, le 28 janvier 2025. © TONY KARUMBA/AFP

La présence de militaires rwandais dans l'est de la RDC est considérée comme une évidence par l'ONU et la quasi-totalité de vos partenaires – y compris la Chine. Et tous demandent leur retrait. Le Rwanda est-il isolé sur la scène internationale ?

Isolé de qui ? Et pour quelles raisons ? Je ne le pense pas. Oui, la présence des forces rwandaises est considérée comme évidente. Mais la menace que font peser sur la sécurité du Rwanda les FDLR, les mercenaires, ainsi que les provocations publiques de Félix Tshisekedi et du Burundi l'est tout autant. Ces gens qui nous blâment tout en feignant d'ignorer ces menaces, où étaient-ils ces trente dernières années pour régler le problème ? Qu'ont-

ils fait pour empêcher le gouvernement congolais de persécuter son propre peuple et d'utiliser des milices génocidaires contre le Rwanda ?

La Belgique, la Grande-Bretagne, l'Allemagne ont évoqué la suspension de l'aide en faveur du Rwanda et même avancé l'idée de sanctions. Que leur répondez-vous ?

« Si je dois choisir entre faire face à une menace existentielle et être confronté à des sanctions, je prendrai les armes pour affronter la menace existentielle, sans tenir compte des sanctions. »

Des pays, dont certains font partie du problème en tant qu'anciens colonisateurs – la Belgique, l'Allemagne –, me menacent de sanctions parce que je me défends. Et ils pensent m'intimider ? Soyons clairs : si je dois choisir entre faire face à une menace existentielle et être confronté à des sanctions, je prendrai les armes pour affronter la menace existentielle, sans tenir compte des sanctions.

Nous avons traversé le pire en 1994 et cela nous a forgés. Alors ma réaction est simple. Elle est celle de cette femme dont j'ai raconté l'histoire dans mon discours à l'occasion de la 30^e commémoration du génocide, en 2024. Avant qu'ils ne la tuent, ses bourreaux l'ont sommée de choisir comment elle allait mourir. Sa réponse a été de leur cracher au visage.

Aux États-Unis, l'administration Biden a régulièrement pointé du doigt le Rwanda pour son soutien au M23. L'administration Trump aura-t-elle une attitude différente à votre égard ?

Je l'ignore. Même si j'espère qu'un jour, quelqu'un finira par voir les choses telles qu'elles sont réellement et que, peut-être, l'administration Trump les verra ainsi. Je m'attends à ce que beaucoup de choses changent entre l'administration précédente et l'actuelle. Et beaucoup pour le mieux, y compris en ce qui nous concerne.

Comment l'Afrique doit-elle réagir face à la suspension de l'aide américaine et au démantèlement de l'agence censée la distribuer, l'Usaid ?

« Nous ne voulons pas d'une aide qui perpétue le besoin d'aide. Nous voulons d'une aide qui permette aux gens de se tenir debout par eux-mêmes. »

Il y a un processus général de révision ou de démantèlement à l'œuvre au sein de différents départements et institutions. Les raisons en ont été exposées et, pour certaines, paraissent justifiables. Maintenant, vous

connaissez ma position sur l'aide, exprimée depuis longtemps. Elle est utile là où elle est nécessaire. Mais force est de reconnaître qu'une grande partie de cet argent est détournée, siphonnée et gaspillée par des individus qui se l'approprient. Lorsque l'aide arrive dans un pays, elle est partagée entre ceux qui la fournissent et ceux qui détiennent le pouvoir ; seule une infime proportion atteint ceux qui en ont réellement besoin. Nous ne voulons pas d'une aide qui perpétue le besoin d'aide. Nous voulons d'une aide qui permette aux gens de se tenir debout par eux-mêmes.

Le processus de réforme de l'Union africaine, qui fut votre grand projet il y a cinq ans, n'a pas atteint ses objectifs. S'agit-il d'un échec collectif de la part des chefs d'État ?

Absolument. Et nous en sommes les seuls responsables. J'ai été choisi pour piloter ce processus. J'ai réuni une équipe d'experts et nous avons proposé des réformes dans tous les domaines aux chefs d'État. Un consensus a été trouvé sur l'essentiel, et c'est au moment de la mise en œuvre que les problèmes ont commencé à apparaître. Ceux qui étaient dans la salle et avaient donné leur accord se sont mis à agir de manière totalement différente. Alors qui blâmer, à part nous-mêmes ?

Il y a quelque chose qui ne va pas chez nous, Africains, et nous devons l'admettre honnêtement. On ne peut pas dire une chose, accepter un engagement et ensuite faire exactement le contraire. Et cela se répète encore et encore, avec les mêmes personnes. Je ne sais pas comment gérer cela, mais le problème est sérieux.



Paul Kagame (2e à droite) quitte une réunion bilatérale avec son homologue angolais, João Lourenço (2e à gauche), en marge de la 36^e session ordinaire de l'Assemblée de l'UA, à Addis-Abeba, le 17 février 2023. © TONY KARUMBA/AFP

Qu'attendez-vous du mandat du président Lourenço à la tête de l'UA ?

Je pense qu'il va essayer de faire de son mieux, je lui souhaite du succès et j'attends le meilleur de lui jusqu'à preuve du contraire. Plus il travaillera avec nous, plus il recevra notre soutien.